

Le XVIII^e congrès ou le socialisme à « caractéristiques chinoises » ; misère de la pékinologie.

Le Congrès (8-14 novembre) a permis à la presse de se livrer à une exaltation de la supériorité du régime chinois sur les systèmes politiques occidentaux. Exaltation effrénée et quelque peu inquiétante quand la Chine (parti unique, syndicat unique, censure de la presse, contrôle de l'internet, internement par décision policière, etc.) se compare aux États-Unis et ose se prétendre plus démocratique (Xinhua, 11 novembre). Il suffit d'observer les précautions de toutes sortes (voir première rubrique) prises pour éviter tout incident pendant la session pour voir que le parti n'est pas « comme un poisson dans l'eau ». Le malaise ne vient pas de la bêtise en elle-même des propos mais de ce qu'elle révèle d'autosatisfaction et d'oubli d'une dure réalité : c'est parce qu'elle contrôlait tout, presse, radio comme masses ouvrières, que la Chine a vu se déverser depuis vingt ans le gros des investissements extérieurs des pays industriels. Qui pourrait dire où elle en serait sans cet apport massif de capitaux et de techniques étrangères, disponibles sans qu'elle ait eu à les inventer ?

Hors de Chine, rien ne vaut. Xinhua (Chine nouvelle) qui ne publie rien qui ne soit autorisé d'en haut, se moque de la B.B.C. ; elle rappelle chaque jour du mois le scandale de pédophilie Savile, pour cracher sur une institution qui, depuis quatre-vingt-dix ans, est dans le monde entier le phare de la liberté d'information. « Nous ne copierons jamais un système politique occidental » (Hu Jintao, 8 novembre) : que la presse du parti y réfléchisse, la dignité de l'information « à caractéristiques chinoises », c'est d'écrire scrupuleusement ce qu'on vous dicte et de tracer les caractères avec une brosse à reluire.

Parallèlement, il est vrai, et c'est un autre courant, plus faible mais plus franc, le Congrès entrouvre la voie à une autocritique du régime et à une mise en lumière, parfois assez crue, des malaises du corps social. Ces défauts d'ailleurs bien connus, on se sent autorisé à les pointer du doigt puisque les dirigeants

l'ont fait quelques jours plus tôt. Corruption, mauvaise qualité de la nourriture, inégalités criantes des richesses, dégradation de l'environnement, difficultés d'accès à l'éducation. Les tendances égalitaristes, naguère présentées comme un obstacle à l'initiative individuelle et au développement, semblent parfois mieux accueillies, y compris dans la presse du parti.

Mais à quoi bon des critiques, même assorties d'exigences de réformes, si elles ne débouchent sur rien ? Presque tous les congrès, en Chine comme ailleurs, sont l'occasion de propositions plus audacieuses qu'à l'accoutumée. S'agissant de la lutte contre la corruption, aussi bien le président sortant que son successeur ont affirmé qu'elle était absolument indispensable ; mais de tels appels ont été lancés chaque année **sans exception** depuis 1993 'ce qui en montre et la vanité et la stérilité. En Chine pas plus qu'ailleurs, il ne faut prendre les paroles pour argent comptant. Les opposants aux réformes, nombreux, donnent priorité à la stabilité politique, c'est-à-dire à l'inertie.

Pour l'instant, on ne décèle aucune ouverture. La direction s'est désignée en tout petit comité : les milliers de membres cravatés de noir, cheveux teints de jais, que comptent le Congrès du Parti, l'Assemblée nationale et la Conférence consultative restent assis, sages et muets avant de retourner faire les rois dans leur circonscription. Et l'on doute que l'injonction qui leur est faite de « s'inspirer dans leur travail de l'esprit du XVIII^e congrès » (circulaire du 15 novembre) leur soit d'un grand secours. Une des premières mesures prises à la suite du Congrès se situe dans la continuité c'est la condamnation à douze ans de prison de Li Bifeng, un ami de l'écrivain dissident Liao Yiwu, pour avoir prétendument aidé ce dernier à partir pour l'Occident.

1 Voir liste établie par le South China Morning Post de Hongkong le 9 novembre

Le discours prononcé devant la presse par Xi Jinping n'annonce aucune ouverture de pluralisme : le parti doit mieux faire mais seul lui doit le faire. Au dernier jour du congrès, une résolution a introduit dans les statuts la notion de «système socialiste à caractéristiques chinoises», affirmant ainsi qu'il s'agissait d'un régime sui generis à étiquette socialiste : il n'est pas question de rejoindre à l'étranger le courant socialiste universaliste, pluraliste et démocratique. La résolution se garde de préciser ce que sont les «caractéristiques chinoises» car le texte reprend les objectifs officiels et vagues de tous les gouvernements : chercher le bien du peuple, lutter contre la pollution de l'environnement, moderniser l'économie et resserrer les liens avec la population. Mais que l'on cesse de soulever la question des droits de l'Homme ! Pour Xinhua (9 novembre), c'est le biais par lequel les puissances étrangères, qui se désintéressent du sujet dans leur propre pays, cherchent à interférer dans les affaires intérieures chinoises.

Une autre innovation textuelle admirable, c'est l'introduction de la «perspective scientifique» comme ligne directrice de l'action du parti. Il s'agit «d'intégrer le marxisme à la réalité de la Chine contemporaine et aux caractéristiques de notre temps» (Xinhua, 12 nov).»Nous devons exalter le vrai, le bon et le beau et rejeter le faux, le mauvais et le laid» (Hu Jintao, 8 nov)

Rien de nouveau non plus face au Japon sur les Diaoyu (les bâtiments chinois entrent de temps à autre – et encore ce 29 novembre - dans les eaux que le Japon considère comme siennes et deux patrouilleurs supplémentaires assurent une surveillance maritime ininterrompue depuis plus d'un mois) ou à propos de Taiwan, des îles du Sud du Tibet et du Xinjiang. Dans les zones périphériques, les problèmes s'accumulent avec des manifestations de contestation du pouvoir central : suicides en série au Tibet (vingt-deux depuis début novembre) ; port du voile, de la barbe et des habits islamiques au Xinjiang ; défense des pâturages contre les empiètements industriels en Mongolie.

De la nouvelle équipe, il est attendu, selon Xinhua, plus de vitalité, une discipline plus stricte et une meilleure organisation. (Xinhua, 15 novembre) Il s'agit toujours de mieux faire pour sauver le parti ; on ne parle pas de sauver le peuple. Le pouvoir suprême semble en tout cas sans partage puisque Xi Jinping, prochain chef d'État au mois de mars, préside la Commission militaire du Comité central et comme tel, commande aux fusils, aux canons et aux fusées.

Il y a cependant un fait nouveau : la Chine, à force de se déployer un peu partout en espérant redevenir ce qu'elle fut, il y a quelques siècles, trouve désormais en face d'elle les États-Unis. Quand Obama se rend en Birmanie pour rencontrer Aung San Suu Kyi, quand Hillary Clinton dédaigne la controverse sur les Diaoyutai, que Hanoi resserre ses liens avec Washington et que les Philippines acceptent la venue des bâtiments de guerre américains, la Chine qui a des frontières partout se sent encerclée, victime d'une nouvelle guerre froide. Et toute mise en cause de son «indiscutable» souveraineté sur les archipels du Sud est qualifiée de «provocation». Son économie, si dépendante du commerce extérieur, est tenue à l'écart de l'Accord de partenariat Trans-Pacifique (T.P.P.) dont l'objet est de constituer une zone commerciale dominante (40% des échanges mondiaux), assurant le libre échange entre onze puissances riveraines du Pacifique². En effet, cette organisation n'est ouverte, comme l'a précisé Mme Clinton, qu'aux pays qui acceptent «les normes du XXI^e siècle prévues par le traité». Pour l'instant, la Chine doit donc s'accommoder d'un espace tripartite restreint, celui de ses négociations avec la Corée du Sud et le Japon pour établir une zone de libre échange.

Quelques mots enfin sur la surabondance de littérature suscitée par le Congrès. Que de commentaires, que d'articles, que d'experts mobilisés à la radio, à la télévision et dans la presse ! Et pour dire quoi ? La Chine va changer, elle changera peut-être, tout de suite ou pas avant longtemps, elle ne peut pas changer, elle ne peut pas ne pas changer, elle doit changer, tout le prouve mais rien ne le montre, et finalement pour conclure magistralement : »Seul l'avenir le dira !».

Misère de la pékinologie, tout autant que celle de la kremlinologie qui n'avait pas su voir venir Gorbatchev. Qui est passé par où, est allé en classe avec qui, a eu des parents discrédités, ou toujours bien vus, qui a voyagé à l'étranger et vers quels régimes, qui est scientifique et qui est littéraire : on n'oserait pas s'appuyer sur de telles bribes d'information pour prophétiser dans son propre pays. Mais s'agissant de la Chine, on ose jouer au devin.

Si l'on ne sait pas, dire qu'on ne sait pas : c'est peut-être le plus sage et le plus élémentaire enseignement de Confucius. Personne n'a jamais assisté à une réunion du bureau politique. On ne dispose même pas d'un trou de serrure, pourtant inutile s'il s'agit de décrire un appartement à étages et le comportement de ceux qui l'occupent. À quoi bon faire semblant de savoir ce qu'il y a dans la boîte noire alors qu'on ignore où elle se trouve, et même si elle existe ? Les faits seuls importent. «Je ne propose pas, je ne suppose pas, j'expose.» disait François Simiand. Le bulletin du groupe Chine s'efforce d'être factuel, dans son contenu et dans sa forme ; c'est à la fois une ambition et une prudence.

² Australie, Brunei, Canada, Chili, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Vietnam et États-Unis.

SOMMAIRE

«Précautions» à l'occasion du XVIII ^e congrès du P.C.C.....	4
Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.	5
Mouvement démocratique et répression. Liberté religieuse.....	5 - 7
Avocats. Appareil judiciaire. Criminalité.....	7
Condition ouvrière. Conditions de vie. Conflits du travail.	7 - 8
Condition paysanne .Conflits de masse. Évictions foncières. Environnement.....	8
Minorités ethniques	8 - 10
. Question tibétaine	
. Question mongole	
Hongkong - Macao	10
Conflits maritimes.....	10 - 11
Informations diverses	11
Sources d'information.....	11
Lettre du comité de soutien a Liu Xiaobo aux dirigeants de l'Union européenne, prix Nobel de la paix	12-

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)

«PRÉCAUTIONS» À L'OCCASION DU XVIII^e CONGRÈS DU P.C.C.

Il est habituel que les sessions du parti ou de l'Assemblée nationale s'accompagnent de mesures destinées à prévenir toute expression des mécontentements populaires. Il en fut de même à l'occasion des Jeux olympiques de 2008 ou de l'Exposition universelle de Shanghai.

Selon le militant Hu Jia, prix Sakharov du Parlement européen, dont les propos du 8 novembre sont rapportés par R.S.F., «les mesures de sécurité des autorités ont dépassé celles qui furent mises en œuvre en 2008 pendant les Jeux Olympiques et sont aussi drastiques que celles du 4 juin 1989».

1) Sur le plan matériel, la municipalité de Beijing a conçu un plan pour répondre à toute situation d'urgence (Xinhua, 30 octobre) avec notamment

- l'interdiction de tout véhicule à charge chimique toxique
- la réduction de sept à trois jours du permis de séjour dans la capitale
- des exercices de lutte contre les incendies dans les lieux officiels comme aussi dans les hôtels, les hôpitaux, les marchés, les cinémas, etc.

2) Dans l'espace aérien, interdiction pour les individus et les groupements d'utiliser des parachutes, des planeurs, des ballons gonflables et des avions de taille moyenne ou grande au dessus de Beijing et de sa banlieue, ainsi qu'à Tianjin, au Hebei, au Liaoning et en Mongolie intérieure, pour éviter le lancement de bombes ou de tracts. (Centre d'information pour les droits de l'Homme et la démocratie, 7 novembre)

3) La suspension habituelle en semblables circonstances des ventes de couteaux et instruments pouvant servir d'armes blanches ; l'obligation pour les taxis de bloquer à compter du 1er novembre les fenêtres-arrière pour empêcher les lanciers de tracts (Aujourd'hui la Chine, 1 novembre) ; le maintien en cage des pigeons qui pourraient porter des rubans avec slogans politiques (Reuters. 2 novembre)

4) Le ralentissement du fonctionnement de tout l'internet étranger pour éviter les campagnes subversives pendant la durée du Congrès (mais aussi depuis septembre et dans les jours suivant la session) avec notamment le blocage des plateformes Google, y compris Gmail.com, prestataire d'adresses électroniques ; le renforcement de la neutralisation des proxys et logiciels VPN qui servent à contourner la censure.

5) Des mesures à l'encontre de la dissidence, quelques exemples

- l'arrestation à Beijing et le transfert forcé sur Shanghai de Chen Jianfang, accusé de «rassemblement destiné à troubler l'ordre public» (Weiwan Wang, 5 novembre)
- l'éloignement forcé de Beijing de la cybernaute Liu Shasha, reconduite de force à Zhengzhou (Henan) et battue encagoulée pendant le trajet. Elle a entamé alors une grève de la faim (Weiwan Wang, 2 novembre)
- l'arrestation à Beijing du pétitionnaire Zheng Dajing, avec Confiscation de son ordinateur (Weiwan Wang, 2 novembre)
- l'éloignement de Hu Jia et de ses parents, contraints le 25 octobre à quitter Beijing pour Huangshan (Anhui) où se continue la surveillance policière. Wang Lixiong, époux de la poétesse tibétaine Woesser, a été pressé de quitter la capitale le 24 octobre, sous la menace d'une «situation inconfortable» ; mais il n'a pas bougé. (R.F.I., 8 novembre.

De source R.S.F. les 8 et 9 novembre :

- l'arrestation du militant Guo Feixiong alors qu'il devait se rendre à l'hôpital
- la fermeture du compte weibo de Hu Jia, créé la veille et la mise évidente sur écoutes du dissident
- la convocation du cybernaute Wang Wusi, avec interdiction de se rendre dans la capitale

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

- 24 nov.** **Le fondateur du groupe Gongmeng, Xu Zhiyong, aurait été arrêté à son domicile.** Il avait lancé une lettre ouverte au nouveau chef du Parti Xi Jinping, demandant des réformes politiques et l'abandon de la dictature du parti communiste. Le document avait largement circulé sur la toile, avant d'être supprimé par la censure. (*Apple Daily*, 25 novembre)
- 19 nov.** **Libération, après quinze mois de détention, du micro-blogueur de Chongqing Ren Jianyu.** Il avait en septembre 2011 retransmis sur Internet des textes critiquant les autorités locales. (*B.B.C.*, 21 novembre)
- Note LdH :** La presse officielle dénonce cette atteinte à la liberté d'expression mais son apparente audace évoque «le coup de pied de l'âne» au lion devenu vieux de La Fontaine ; elle ne s'explique que par le limogeage et la mise en accusation de l'ancien chef du parti à Chongqing, Bo Xilai. Quant aux autres envois en camp de rééducation décidés dans des circonscriptions où les dirigeants sont toujours en place, la presse se garde d'en trop parler.
- 17 nov.** **L'entrée de Liu Yunshan dans le Comité permanent du Bureau politique soulève des interrogations parmi les journalistes et les militants des droits de l'Homme sur le sort réservé à la presse.** Liu en effet, après Li Changchun, a été depuis dix ans le premier personnage des services de censure. L'efficacité du contrôle exercé sur la presse avait placé la Chine - selon Reporters sans frontières - en 2012 au cent soixante-quatorzième rang mondial, juste devant l'Iran, la Syrie, le Turkménistan, la Corée du Nord et l'Érythrée. (*South China Morning Post*, 17 novembre)
- 14 nov.** **Reporters sans frontières demande à l'Union européenne de prendre position sur la censure en Chine.** «Nous appelons la communauté internationale, et plus particulièrement l'Union Européenne, à promouvoir la liberté de l'information en Chine. Cette dernière n'est pas l'apanage d'un système politique occidental, mais est une liberté fondamentale reconnue par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme», a déclaré le secrétaire général Christophe Deloire. (*R.S.F.*, 14 novembre)
- 7 nov.** **Arrestation du micro-blogueur de Beijing Zhai Xiaobing pour «diffusion de rumeurs terroristes sans fondement».** Il avait rédigé deux jours plus tôt sur Weibo un scénario de fiction décrivant la mort des deux mille délégués au Congrès du parti, après l'effondrement du toit de la salle. Ce texte parodique s'inscrivait dans une série projetée de films d'horreur. Une pétition circule sur la toile pour demander sa libération. (*South China Morning Post*, 19 novembre)
- 5 nov.** **Le Committee to Protect Journalists a décerné le Prix de la Liberté de la presse à quatre journalistes dont le Tibétain emprisonné Dhondup Wangchen.** Ce dernier est l'auteur d'un film sur la situation dans son pays ; il n'a pu se rendre à la cérémonie du 20 novembre. Le Comité a lancé une pétition pour demander sa remise en liberté immédiate. (*Comité pour la protection des journalistes*, 5 novembre)

MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET RÉPRESSION. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

- 26 nov.** **Manifestation de jeunes femmes devant les bâtiments de l'administration sociale du Hubei, à Wuhan, après une interrogation détaillée sur les dates, la fréquence et le volume de leurs règles et un examen gynécologique approfondie, lors d'une visite d'embauche pour un emploi public.** (*South China Morning Post*, 28 novembre)
- 22 nov.** **Envoi pour un an en camp de travail d'une pétitionnaire du Gansu pour «trouble à**

l'ordre social». Guo Dajun a été appréhendée à l'issue d'une visite rendue à son fils à Beijing en dehors de toute activité de pétition. Il est possible que la police se soit méprise sur ce voyage et qu'elle ait cru que Guo était partie revendiquer dans la capitale. (*South China Morning Post*, 22 novembre)

- 21 nov. On apprend qu'un professeur retraité de l'Université du Shandong, Sun Wenguang, a été maintenu en résidence surveillée depuis le 16 mai dernier.** Candidat indépendant à une élection pour l'assemblée locale en fin 2011, il avait subi de nombreux harcèlements. Il était connu aussi pour soutien au mouvement démocratique de 1989 ; il participait chaque année à une cérémonie en faveur de l'ancien secrétaire général du Parti Zhao Ziyang, écarté alors du pouvoir en raison de sa sympathie pour les manifestants. (*Weiquan Wang*, 21 novembre)
- 18 nov. Condamnation à douze ans de prison de l'écrivain du Sichuan Li Bifeng** pour «fraude contractuelle», c'est-à-dire pour n'avoir pas respecté des engagements de paiement. Ces engagements avaient en fait été annulés par une nouvelle réglementation concernant le contrat d'achat en cause. Li Bifeng est en fait suspecté d'avoir favorisé en 2011 la fuite hors du territoire de l'écrivain dissident Liao Yiwu. Il avait été arrêté en septembre 2011, deux mois après le départ de ce dernier. Un tribunal l'avait condamné en 1990 à cinq ans de prison après la répression de Tiananmen pour crimes contre-révolutionnaires ; en 1998, une sentence de sept ans d'incarcération l'avait frappé pour «crimes économiques» : il venait de mener - pour Human Rights in China - une enquête sur des grèves survenues au Sichuan à Mian-yang. (*Weiquan Wang*, *South China Morning Post*, 19 novembre)
- 17 nov. Arrestation de l'écrivain dissident Li Yuanlong, qui avait révélé la mort de cinq enfants des rues** trouvés dans un coffre à ordures le 15 novembre à Bijie (Gui-zhou). Ils se seraient asphyxiés une semaine plus tôt en allumant un feu pour se réchauffer dans une décharge. Le récit et les photos de Li Yuanlong avaient largement circulé sur l'Internet ; l'incident avait entraîné des sanctions à l'encontre de plusieurs responsables locaux. (*Weiquan Wang*, 21 novembre)
- 11 nov. Suite à une visite familiale, on apprend que l'état de santé du dissident de Hangzhou Zhu Yufu est devenu critique.** Il souffre de plusieurs maladies et ne recevrait pas les soins nécessaires. Les lettres de ses amis et de sa famille ne lui parviennent pas ; le droit d'une conversation téléphonique mensuelle avec ses parents lui est refusé. Zhu Yufu a été condamné à sept ans de prison pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État». (*Weiquan Wang*, 13 novembre)
- 9 nov. Rapatriement sur Shanghai de vingt-neuf pétitionnaires venus à Beijing exposer leurs griefs** ; ils distribuaient des tracts à cet effet près de l'Assemblée du peuple où se tenait le XVIII^e congrès du parti communiste. (*R.F.A.*, 9 novembre)
- 7 nov. Arrestation à son domicile du Hubei puis disparition de Liu Feiyue**, fondateur de l'organisation Veille des droits civiques et des moyens d'existence. (*Weiquan Wang*, 9 novembre)
- 6 nov. Mort du pétitionnaire Zhang Yaodong, frappé à mort par des inconnus** auxquels il avait refusé de céder son téléphone portable lors du trajet qui le ramenait de force au Henan. Il avait été arrêté avec trois autres pétitionnaires la veille et conduit dans la prison clandestine Jiujinzhuang, dans le cadre des mesures prohibant toute manifestation à l'approche du XVIII^e congrès du parti communiste. (*C.H.R.D.*, 9 novembre)
- 31 oct. Condamnation à huit ans de prison de Cai Haibo**, dissident du Yunnan. Il avait formé en novembre 2010 le groupe Zhenhuahui («société pour la promotion de la Chine») qui se donnait pour objectif la défense des valeurs démocratiques. Il était en détention depuis octobre 2011. (*C.H.R.D.*, 31 octobre)
- 30 oct. Condamnation par un tribunal de Shanghai à dix-huit mois de rééducation de la militante des droits civiques Mao Hengfeng**, connue pour ses actions en faveur du droit au logement et du droit des femmes. L'accusation se fonde sur la participation de Mao Hengfeng à deux manifestations : l'une, le 5 janvier 2012, à la mémoire d'une pétitionnaire, Teng Jingdi, morte dans une prison clandestine en 2008 ; l'autre, le 1er juillet, à la mémoire de Chen Xiaoming, un militant du droit au

logement, mort en 2007 après avoir été transféré de sa prison vers un hôpital. Ces deux manifestations ont affecté «la vie normale des habitants». (*Laogai Foundation, 8 novembre*)

30 oct. **Condamnation à un an de camp de rééducation des pétitionnaires de Shanghai** Tong Guojing, Shen Yongmei et Cui Fufang pour «trouble de l'ordre social» : ils avaient participé à la cérémonie commémorant la mort de la pétitionnaire Teng Jingdi. (*Laogai Foundation, 8 novembre*)

AVOCATS . APPAREIL JUDICIAIRE. CRIMINALITÉ.

23 nov. **Publication de règles destinées au parquet concernant l'examen des verdicts de peine capitale.** Les procureurs devront notamment informer la Cour suprême de tout élément pouvant modifier l'appréciation de la faute, analyser les documents transmis par la Cour et donner leur opinion sur l'observation des procédures judiciaires au cours des procès. (*Xinhua, 24 novembre*)

20 nov. **Le ministère de la Sécurité annonce l'arrestation depuis le mois d'avril de 2.749 personnes suspectées d'enlèvements de mineurs** de la province du Xinjiang. 2.274 de ces enfants ont pu être retrouvés. Les mineurs étaient envoyés dans de grandes villes et contraints de voler, parfois avec violence, dans des lieux publics (stations de bus, centres commerciaux notamment). (*Xinhua, 20 novembre*)

5 nov. **Arrestation de l'avocat Shu Xiangxin** à Jinan (Shandong), pour «chantage et extorsion». La police a saisi son ordinateur. Il avait publié sur la toile des informations sur les réquisitions de terrains ruraux et les dommages subis par les villageois. L'avocat a été récemment frappé par des individus non identifiés. (*Reporters sans Frontières, 8 novembre*)

CONDITION OUVRIÈRE. CONDITIONS DE VIE. CONFLITS DU TRAVAIL.

24 nov. **Une explosion survenue dans la mine Xianhui de Liupanshui**, dans le district de Panxiang (Guizhou) a fait vingt-trois morts. L'enquête a démontré l'insuffisance des mesures prises pour lutter contre les fuites de gaz. Selon des sources officielles, le nombre des accidents miniers s'élève à 658 depuis le début de l'année ; ils ont fait 1.146 morts. 46,5% des décès seraient liés à des exploitations illégales. (*Xinhua, 26 novembre*)

13 nov. **Parce qu'il ne payait plus les frais d'hospitalisation, les infirmières du Second Hôpital de l'Université de médecine de l'Anhui ont cessé de soigner un malade.** Ce dernier, armé d'un couteau de cuisine, a tué l'une d'entre elles et en a blessé quatre, dont deux gravement. (*South China Morning Post, 13 novembre*)

9 nov. **Une émeute ouvrière est survenue à Shenzhen** (Guangdong) dans l'usine de la compagnie taiwanaise Foxconn, située dans le district Longhua. À l'origine, le tabassage par un gardien d'un ouvrier suspecté de jeu d'argent alors qu'il retournait au dortoir. Les salariés ont détruit les baraques des gardiens, cassé les portes automatiques et mis le feu au dortoir. La police est intervenue pour bloquer les rues des alentours. La direction locale de Foxconn a nié trois jours plus tard qu'il y ait eu le moindre conflit entre ouvriers et gardiens. (*Molihua, 10 novembre ; R.F.A., 12 novembre*)

7 nov. **Ouvriers et fournisseurs de l'usine taiwanaise Chuangmen Electric située à Humen, près de Dongguan (Guangdong) ont bloqué les rues de la ville** après la déclaration de faillite de leur entreprise le 4 novembre. La direction et les gestionnaires de l'usine sont repartis pour Taiwan. (*Molihua, 7 novembre*)

- 6 nov.** **La multiplication des impayés de salaires s'est traduite par un nombre accru de conflits collectifs au mois d'octobre :** 49 dont 26 pour impayés. Le phénomène concerne principalement le secteur de la construction et des travaux publics, qui emploie un grand nombre de migrants dans des entreprises de sous-traitance. Les migrants, faute de protection juridique, sont d'ordinaire les derniers servis lors du versement des salaires. (*China Labour Bulletin*, 6 novembre)
- 5 nov.** **Grève de plus de quatre cents ouvriers dans l'usine de câbles Phino Electrict,** située à Shenzhen, dans le district Bao'an (Guangdong). Ils protestaient contre le niveau des rémunérations et les dépassements d'horaires, ainsi que contre le projet de déplacement de l'établissement vers Huizhou, dans la même province. Ils accusaient la direction de transférer secrètement les équipements vers cette localité sans les en avoir informés. (*Epoch Times*, 9 novembre)

CONDITION PAYSANNE. CONFLITS DE MASSE. ÉVICTIONS FONCIÈRES. ENVIRONNEMENT.

- 22 nov.** **Le ministère de l'Éducation annonce la suspension des fusions et suppressions d'écoles dans le monde rural.** Ces mesures avaient été prises en 2002, officiellement pour des raisons d'économie budgétaire. Résultat : de 2002 à 2010, la disparition des écoles rurales fut de soixante-trois par jour en moyenne. 229.000 écoles primaires ont disparu et le nombre des écoliers a diminué de 31,5 millions ; l'on compte 10.600 collèges et 16,4 millions d'élèves en moins. En conséquence, les écoles sont surchargées et les trajets scolaires sont trop longs, ce qui encourage l'absentéisme. (*Xinhua*, 22 novembre)
- 21 nov.** **Un millier de villageois ont affronté quelques deux mille policiers les 20 et 21 novembre dans le district de Cangnan,** de l'agglomération de Wenzhou (Zhejiang). Ils tentaient de bloquer un projet de construction d'une centrale électrique jugée dangereuse par ses radiations, projet sur lequel ils n'avaient pas été consultés. Armés de cailloux et de bâtons, ils ont attaqué les ouvriers du chantier qui ont dû reculer. La police a riposté avec des gaz lacrymogènes. Les bagarres ont fait deux cents blessés parmi les villageois ; deux véhicules policiers ont été endommagés. (*Centre d'Information pour les droits de l'Homme et la démocratie*, 21 novembre)
- 17 nov.** **Les habitants de la ville de Fuan (Fujian) ont détruit une ambulance et renversé trois fourgons de police** pour protester contre la lenteur (cinquante minutes) avec laquelle les ambulances s'étaient rendues sur les lieux d'un accident de la circulation. Les affrontements avec la police, jugée pour partie responsable de l'accident, ont fait une vingtaine de blessés ; on ignore le nombre des arrestations. (*Centre d'Information pour les droits de l'Homme et la démocratie*, 19 novembre)
- 26 oct.** **Selon le vice-président de la Société des Sciences de l'environnement, le nombre des conflits liés à l'environnement s'est accru de 29% chaque année depuis 1996.** Moins de 1% des litiges ont trouvé leur solution par la voie judiciaire. (*Xijing Bao*, 31 octobre)

MINORITÉS ETHNIQUES

Les suicides par le feu se sont multipliés ces dernières semaines. On en compte vingt-deux pour le seul mois de novembre et un total de quatre-vingt-cinq depuis février 2009.

QUESTION TIBETAINE

- 26 nov.** **Suicide par le feu d'un ancien moine à Serta (Sichuan).** La police a emporté son corps ; on ignore s'il a survécu. Un garçon de 18 ans et un autre de 24 ans ont fait de même dans la préfecture autonome Gannan du Gansu. Le même jour, une manifestation de jeunes Tibétains, élèves de l'école

médicale Sorig Lobling dans le district de Gonghe, préfecture autonome de Hainan au Qinghai, aurait été dispersée par des policiers en armes. La veille, une nonne de 17 ans s'était immolée dans un village de la préfecture autonome Huangnan au Qinghai. (*Kyodo, 26-27 novembre*)

- 23 nov. Suicide par le feu d'un berger de 27 ans dans le village de Dageri**, district de Zekog dans la préfecture Huangnan du Qinghai. (*Xinhua, 24 novembre*)
- 22 nov. Suicide par le feu de Libong Tsering, 19 ans**, dans la municipalité Dowa du district Tonghua (Rebgong) de la préfecture Huangnan au Qinghai. Lubum Gyal, 18 ans, se serait immolé le même jour, dans le même district. Les autorités auraient suspendu les aides publiques aux familles dont l'un des membres se serait suicidé. (*Xinhua, 22 novembre ; Kyodo, 23 novembre*)
- 20 nov. Suicide par le feu d'un homme de 35 ans, Tsering Dongdri**, dans le district Xiahe du Gansu, à proximité de la municipalité d'Amchok. La veille, un berger s'était donné la mort au domicile de son frère moine, dans le village Kangtsa du district autonome Xunhua (Qinghai). (*Xinhua, 20 novembre*)
- 17 nov. Mort de Chakmo Kyi, une jeune mère chauffeur de taxi**, devant une agence fiscale de Rongwo, dans le district Rebgong, au Qinghai. Une échauffourée a opposé un groupe de Tibétains à la police locale qui voulait emporter le corps. Le même jour et dans le même district, suicide par le feu devant un bâtiment administratif de Dokarmo, de Sangdhac Tsering, 24 ans. (*R.F.A., 19 novembre*)
- 16 nov. Arrestation de l'artiste chinois Guo Guai par la police du commissariat de Xingzhou** à Beijing. Guo Guai avait exprimé sa sympathie et marqué le deuil des immolations tibétaines dans diverses œuvres ; il avait dénoncé à haute voix le silence chinois sur les suicides par le feu. (*La Voix du Tibet, 19 novembre*)
- 10 nov. Gonpo Tsering, 18 ans, s'est suicidé par le feu devant le monastère de Hezuo**, préfecture autonome de Gannan (Qinghai). (*Xinhua, 10 novembre*)
- 15 nov. Suicide par le feu d'un Tibétain de 14 ans, Khambul Gyal**, dans l'agglomération Gartse du district Tongren de la préfecture autonome Huangnan (Qinghai). Le 12 novembre, dans le même district, deux autres immolations sont survenues à Jialongwu et Zhiyue (agglomération de Dowa) ; les victimes étaient âgées respectivement de vingt-trois et de vingt ans. (*Xinhua, 12-15 novembre*)
- 8 nov. Quelque sept cents étudiants ont abaissé le drapeau chinois placé sur le toit de leur école à Dowa** et sur les bâtiments administratifs du district Rebgong (Qinghai). Dans le même district, suicide d'un ancien moine de 18 ans. (*R.F.A., 10 novembre ; Voice of America, 9 novembre*)
- 7 nov. Trois moines - âgés l'un de 15 ans, les deux autres de 16 - se immolés par le feu devant un commissariat de police à Ngaba**, dans la préfecture du même nom au Sichuan. Le plus jeune est mort ; les deux autres furent hospitalisés. Le même jour, une jeune mère de 23 ans a succombé dans les flammes au marché Gemar du district Rebgong de la préfecture Huangnan du Qinghai. Sa mort a provoqué un rassemblement de trois mille Tibétains qui ont crié des slogans en faveur de la liberté. (*R.F.A., 10 novembre*)
- 6 nov. Condamnation par un tribunal de Chengdu de cinq moines tibétains à des peines de prison allant de six à sept ans.** Ils avaient été arrêtés lors des manifestations du 23 janvier 2012 dans le district Drango (Luhuo) de la préfecture autonome de Ganzi (Sichuan) et l'on était sans nouvelles d'eux depuis. Les familles n'ont été informées des sentences que deux semaines plus tard. (*Tibetan Center for Human Rights and Democracy, 6 novembre*)
- 5 nov. Blocage quasi complet de l'information dans la préfecture de Gannan (Gansu).** Le réseau de l'internet et les téléphones portables ne sont plus utilisables à l'intérieur de la préfecture. À Lhassa, les ventes de liquides inflammables ont été fortement diminuées ; les bouteilles vides et les récipients en plastique sont confisqués. (*Tibetan Center for Human Rights and Democracy, 5 novembre*)
- 4 nov. Suicide par le feu d'un artiste de 25 ans, Dorjee Lhundrup à Rongwo**, district de Rebgong

de la préfecture Huangnan du Qinghai. Sa mort a été suivie d'une manifestation à laquelle auraient pris part plusieurs milliers de Tibétains. (R.F.A., 4 novembre)

QUESTION MONGOLE

- 7 nov.** **Disparition du fils et de l'épouse du dissident Hada.** Il pourrait s'agir d'empêcher toute diffusion d'information sur les conditions dans lesquelles est détenu, en toute illégalité, l'activiste mongol. (R.S.F., 7 novembre)
- 6 nov.** **Quarante bergers du village de Haluge ont protesté devant les bâtiments administratifs de la Bannière Jarud,** près de Tongliao, pour obtenir une indemnité après réquisition de leurs pâturages. Ils présentent cette demande depuis huit ans, sans être entendus. (R.F.A., 7 novembre)

HONGKONG - MACAO

- 22 nov.** **Dans le journal Wen Wei Po, proche du gouvernement de Beijing, un directeur-adjoint du Bureau des affaires de Hongkong et Macao dénonce les «puissances étrangères»** et le soutien apporté à l'opposition. «Elles se sont impliquées en profondeur dans les élections locales et ont aidé à coordonner les campagnes des partis d'opposition. Nous avons à prendre des mesures nécessaires pour prévenir ces interférences extérieures.» Ces critiques sont les premières du genre et annoncent pour certains un durcissement d'orientation. Leur imprécision empêche de dire s'il s'agit des États-Unis ou de la Grande-Bretagne, ou encore de Taiwan ou de dissidents chinois résidant à l'étranger. (South China Morning Post, 23 novembre)
- 29 oct.** **Le Global Times de Beijing accuse le Mouvement pour l'autonomie de Hongkong d'être sécessionniste** et pour l'indépendance du territoire. Le groupe demande surtout au gouvernement chinois et au Bureau de liaison qui le représente de s'abstenir de toute immixtion dans les affaires de Hongkong. Un courant autonomiste semble se développer sur le territoire au cours des derniers mois. À l'occasion de la fête nationale, 40% des écoles se sont abstenues de cérémonies du drapeau, contre 25% en 2010. (South China Morning Post, 30 octobre)

LES CONFLITS MARITIMES

- 28 nov.** **La province de Hainan, dont dépendent les archipels du Sud à territorialité contestée, va appliquer au 1er janvier de nouvelles règles de défense côtière.** La police pourra ainsi arraisonner, fouiller, détenir et expulser des bâtiments étrangers s'ils se trouvent engagés dans des activités illégales. (C.C.TV 1, 28 novembre)
- 23 nov.** **Publication d'une carte relative à la nouvelle agglomération de Sansha,** créée en juillet 2012 dans l'archipel des Xisha (Paracels) que le Vietnam dispute à la Chine. Cette nouvelle préfecture relevait naguère de l'administration de la province de Hainan. La carte expose en détail la géographie, les ressources naturelles et les infrastructures du territoire. (Xinhua, 23 novembre)
- 22 nov.** **Mise en circulation d'un passeport électronique contenant une carte plaçant Taiwan et les archipels disputés à l'intérieur du territoire de la R.P.C.,** ce qui a entraîné les protestations du Guomindang, du Vietnam et des Philippines. Le fait nouveau n'est pas la revendication territoriale en elle-même, qui est ancienne mais l'insertion dans le nouveau passeport, ce qui semble une provocation à l'intention des pays contestataires. Dans le cas de Taiwan, le passeport en présente les sites touristiques comme si la Chine en détenait l'accès. Le 28 novembre, des policiers de l'aéroport de Hanoi ont refusé de tamponner ces passeports et ont

émis une autorisation d'entrée séparée. (*Voice of Vietnam, Philippines Daily*, 22 novembre ; *Central News Agency*, 23 novembre ; *Radio Australia*, 28 novembre)

INFORMATIONS DIVERSES

(*Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise.*)

- 25 nov. L'atterrissage d'un avion de chasse J-15 sur le porte-avions Liaoning ne signifie pas que ce dernier soit déjà en mesure de mener des opérations militaires mais laisse penser qu'il y sera prêt dans un temps «pas trop éloigné». Le porte-avions «exerce une puissante intimidation militaire et psychologique sur des ennemis s'il doit faire face à des voisins qui ne cessent de fomenter des incidents». (*CCTV 4*, 25 novembre)
- 23 nov. Le Guomindang de Chine populaire, l'un des huit partis non communistes autorisés, a réuni son comité central. Il compterait en juin 2012 101.865 membres, rattachés à 4.248 organisations locales et 267 comités municipaux. (*Xinhua*, 23 novembre)
- 21 nov. Selon le vice-ministre de la Commission du développement national et des réformes, le produit intérieur brut par tête (5.000 \$) est trop bas pour qu'on puisse lui demander de réduire ses émissions d'oxyde de carbone et les effets de serre. Il faudra attendre que ce chiffre s'élève à 40.000 ou 50.000 dollars pour qu'on puisse espérer une diminution des émissions. Pour l'instant, la Chine accepte seulement de faire des efforts de contrôle ; elle refuse des réductions. Mais elle admet que sa production d'oxyde de carbone est la plus importante du monde. (*Xinhua*, 21 novembre)

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Époque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, Utopia, The Standard, Weiquan Wang, Wen Wei Po.

POUR PRENDRE CONTACT, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de
votre mail : «Groupe Chine».

> LETTRE DU COMITÉ DE SOUTIEN A LIU XIAOBO AUX DIRIGEANTS DE L'UNION EUROPÉENNE, PRIX NOBEL DE LA PAIX



M. Herman Van Rompuy
Président du Conseil de l'Union européenne
Bruxelles, Belgique

M. José Manuel Barroso
Président de la Commission européenne
Bruxelles, Belgique

Mr. Martin Schulz
Président du Parlement européen
Bruxelles, Belgique

Paris, le 28 novembre 2012

Excellences,

Le 10 décembre prochain à Oslo, l'Union européenne se verra décerner le Prix Nobel de la Paix. Il y a deux ans, l'intellectuel chinois Liu Xiaobo avait été honoré de la même récompense mais n'avait pu se rendre à la cérémonie puisqu'il était incarcéré.

Les organisations suivantes, Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), Agir pour les Droits de l'Homme (ADH), Christian Solidarity Worldwide (CSW), Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD- Terre Solidaire), Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM), Freedom Now, Human Rights Watch (HRW), Human Rights Foundation (HRF), International Campaign for Tibet (ICT), Ligue des droits de l'Homme (LDH), Reporters sans frontières (RSF), Initiatives for China/Citizen Power for China, Global Justice Center (GJC) et Solidarité Chine, membres du Comité international pour Liu Xiaobo¹, vous prient de tout mettre en œuvre pour que l'Union européenne, par la voix de son représentant lors de la cérémonie, demande explicitement la libération inconditionnelle et immédiate de Liu Xiaobo.

Prix Nobel de la Paix 2010, Liu Xiaobo a été distingué pour ses "efforts durables et non violents en faveur des droits de l'homme en Chine". Détenu depuis le 8 décembre 2008, il a été condamné

le 25 décembre 2012 à une peine de onze ans d'emprisonnement et deux ans de privation des droits civiques par la Cour No 2 de Pékin pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». Il subit cette peine dans un établissement pénitentiaire de Jinzhou (province du Liaoning) et ce, dans des conditions difficiles, sous étroite surveillance, dépourvu de moyens d'information et sans contact extérieur autres que ceux, rarement autorisés, de son épouse Liu Xia (tous les deux ou trois mois) et de ses deux frères (deux fois par an).

Votre confrère Prix Nobel de la paix a été condamné pour avoir écrit en faveur des libertés et de la démocratie et pour avoir contribué à la rédaction de la "Charte 08". Ce manifeste, inspiré de la Charte 77 tchécoslovaque, a reçu la signature de plusieurs milliers de citoyens chinois ; il demande la pluralité des partis politiques, l'indépendance de la justice et le respect des droits fondamentaux.

Le traitement dont Liu Xiaobo fait l'objet constitue une grave violation des Droits de l'Homme, tant au regard des lois internationales que des dispositions de la Constitution chinoise. Il contredit de manière flagrante les affirmations des dirigeants chinois, selon lesquels la Chine populaire est un État de droit.

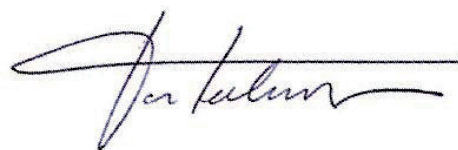
Le Comité international pour Liu Xiaobo vous prie également de bien vouloir évoquer dans votre allocution du 10 décembre le sort de son épouse, Liu Xia. Sans qu'aucune condamnation ait été prononcée à son encontre, celle-ci subit depuis la condamnation de son mari un régime de résidence surveillée particulièrement strict et inadmissible : deux policiers vivraient en permanence à son domicile, cependant que d'autres, en civil, surveillent en permanence l'extérieur de son immeuble.

Pour manifester votre solidarité avec le lauréat Liu Xiaobo, votre prédécesseur, nous suggérons que la délégation de l'Union européenne lors de sa prochaine visite en Chine populaire demande aux autorités chinoises l'exercice d'un droit de visite auprès du prisonnier de conscience le plus célèbre de Chine (Jinzhou, Taihe district, 86 Nanshanli).

Le Comité international se tient à votre disposition pour toute information supplémentaire sur la situation du Lauréat et sur celle de ses proches.

Nous vous prions, Messieurs les Présidents, d'agréer l'expression de notre haute et respectueuse considération,

Pour le Comité international pour Liu Xiaobo



Président de la Ligue des droits de l'Homme

ⁱ Le Comité international pour Liu Xiaobo est composé des lauréats du Prix Nobel de la Paix, Dr. Shirin Ebadi, Mme Jody Williams, Arch. Desmond Tutu, Mme Mairead Maguire, Mme Betty Williams et Mme Tawakkol Karman et a compté avec le soutien actif de Mr. Vaclav Havel (†).

Le Comité est également composé par des organisations de défense des droits de l'Homme : Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), Agir pour les Droits de l'Homme (ADH), Christian Solidarity Worldwide (CSW), Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD- Terre Solidaire), Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM), Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Freedom Now, Human Rights Watch (HRW), Human Rights Foundation (HRF), International Campaign for Tibet (ICT), Ligue des droits de l'Homme (LDH), Reporters sans frontières (RSF), Initiatives for China/Citizen Power for China, Global Justice Center (GJC) et Solidarité Chine.



Mr. Herman Van Rompuy
President of the European Council
Brussels, Belgium

Mrs. Catherine Margaret Ashton
High Representative for Foreign Affairs and Security Policy
Brussels, Belgium

Mr. José Manuel Barroso
President of the European Commission
Brussels, Belgium

Mr. Martin Schulz
President of the European Parliament
Brussels, Belgium

Paris, 28 November 2012

Excellencies,.....

On December 10, the European Union will be awarded the Nobel Prize for Peace, in Oslo. Two years ago, the Chinese intellectual Liu Xiaobo was honoured with the same award but was unable to attend the ceremony as he was in prison in China.

The following organisations, Christian Action for the Abolition of Torture, Act for Human Rights, Catholic Committee against Hunger and for Development, China Solidarity, Christian Solidarity Worldwide, Initiatives for China, International Campaign for Tibet, Freedom Now, Human Rights Foundation, French Human Rights League, Human Rights Watch, Global Justice Center, Reporters Without Borders and Together Against the Death Penalty, members of the International Committee for Liu Xiaobo¹, urge you to make every effort to ensure that the European Union, via the voice of its representative at the Nobel ceremony, explicitly reiterates the EU's call for Liu's immediate and unconditional release.

Liu Xiaobo, was honoured by the Nobel Committee "for his long and non-violent struggle for fundamental human rights in China." Detained since December 8, 2008, Liu Xiaobo was sentenced on December 25, 2009, to eleven years' imprisonment and two years' deprivation of political rights by the Beijing No. 2 Intermediate Court on charges of "inciting subversion of state power." He is serving his sentence in a prison in Jinzhou, in Liaoning Province. His conditions of detention are difficult; he is under constant close supervision, without

information and without any contact with the outside world other than the rarely permitted visits of his wife Liu Xia (every two or three months) and his two brothers (twice per year).

Your fellow Laureate was convicted for having written in favour of freedom and democracy, and for having contributed to the drafting of "Charter 08." This manifesto, inspired by the Charter 77 of Czechoslovakia, was signed by several thousands of Chinese citizens. It called for the plurality of political parties, the independence of the judiciary, and the respect of fundamental human rights.

The mistreatment of Liu Xiaobo constitutes a serious violation of human rights, both in terms of international law and provisions of the Chinese Constitution. It blatantly contradicts the assertions of the Chinese leaders that the People's Republic of China respects the rule of law.

The International Committee for Liu Xiaobo also requests that the European Union mention in its statement during the forthcoming ceremony the persecution of his wife, Liu Xia. In the absence of any legal proceedings, she has been held, since her husband was awarded the price in October 2010, under strict house arrest, for which there is no basis in Chinese law. According to information, two policemen live permanently with her in her apartment, while others in plainclothes, continuously monitor activity outside the building. Liu Xia is allowed virtually no contact with her family or friends.

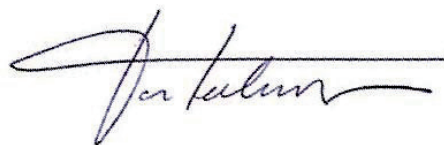
To show your solidarity with your fellow Nobel laureate, the Committee respectfully suggests that the next European Union delegation to visit China requests a visit to Liu Xiaobo in prison. While we realize this request is unlikely to be honoured by the Chinese authorities, we nevertheless believe it is an important gesture of remembrance and support.

The International Committee for Liu Xiaobo remains at your disposal for any additional information on his or his family's current situation.

Please accept the assurances of our highest consideration and respect.

On behalf of the undersigning organisations, members of the International Committee for Liu Xiaobo

For the International Committee For Liu Xiaobo



Pierre Tartakowsky
President of the French Human Rights League (LDH)

¹ The International Committee for Liu Xiaobo is composed by the Nobel Peace Prize Laureates Dr. Shirin Ebadi, Ms. Jody Williams, Arch. Desmond Tutu, Ms. Mairead Maguire, Ms. Betty Williams, Ms. Tawakkol Karman as well as the following Human Rights organisations: Christian Action for the Abolition of Torture (ACAT), Act for Human Rights (ADH), (French) Catholic Committee against Hunger and for Development (CCFD- Terre Solidaire), China Solidarity, Christian Solidarity Worldwide (CSW), Initiatives for China/Citizen Power for China, International Campaign for Tibet (ICT), International Federation for Human Rights (FIDH), Freedom Now, Human Rights Foundation (HRF), Human Rights League (LDH), Human Rights Watch (HRW), Global Justice Center (GJC), Reporters Without Borders (RSF), Together Against the Death Penalty (ECPM). The Committee had Mr. Vaclav Havel's active support.